



IFAS - Institut Français d'Afrique du Sud - Lettre d'information No 5 - Juillet 2006



[Home](#)

[English](#)

[Editorial](#)

[Programmation scientifique](#)

[Événements](#)

[Missions](#)

[Publications récentes](#)

[A ne pas manquer en Afrique australe](#)

Magazine

[Interview - Rada Ivekovic](#)

Etat des lieux:

* [Le rôle de l'école dans la construction d'un modèle démocratique participatifs et pluriculturel en Afrique du Sud](#)

* [L'importance de la participation locale dans les pays en voie de démocratisation: décentralisation, conseillers municipaux et société civile en période post-apartheid dans les villes de Johannesburg, Ekurhuleni et Cape Town](#)

[IFAS mission et équipe](#)

[IRD](#)

[CNRS](#)

[Calendrier](#)

[Liste des publications](#)

Directrice de la rédaction:
Aurelia WA KABWE-SEGATTI
Responsable de la publication:
Nuno AFONSO & Mathy BOMBUTSI
Traducteur: Laurent CHAUVET

magazine magazine

**Interview : Rada Ivekovic, philosophe et écrivain,
à Durban en juillet 2006.**



La professeure Rada Ivekovic interviendra en séance plénière du XVIème Congrès de l'Association Internationale de Sociologie, qui se déroulera du 23 au 29 juillet 2006 à Durban.

Née en 1945 à Zagreb, professeure de l'université de St Etienne, directrice de programme au Collège International de Philosophie à Paris, spécialiste des philosophies indiennes et de théorie féministe, écrivaine et militante pacifiste, Rada Ivekovic présentera au symposium « Identities, Intimacies and Emotions in a global world : the case of the Partition » une conférence intitulée « Partition and exception: the Yugoslav example ». La rédaction de l'IFAS-Recherche l'a interrogée sur son cheminement et ses travaux actuels.

- Vous êtes polyglotte, vous avez vécu et étudié en Europe et en Asie. Que pensez-vous de la notion d' « intraductibilité » dans la philosophie politique moderne ?

R. I.: Je pense que la langue est d'ores et déjà traduction, et que comme la langue toute traduction est à la fois insuffisante et inévitable. Il n'y a pas de degré zéro de la traduction. Dès que l'on pense et articule, on (se) traduit déjà. L'« intraductibilité » est ainsi à la fois vraie et fausse : vraie, car on ne peut jamais tout traduire ni tout dire ; fausse, car dans la traduction on peut toujours rechercher la perfection, un mieux. Il n'y aura jamais de traduction exhaustive ni

Les opinions et points de vue exprimés ici relèvent de la seule responsabilité de leurs auteurs

IFAS-Recherche
P.O. Box 542, Newtown 2113
Tel: ++27 11 836 0561
Fax: ++27 11 836 5850
[Secretariat Recherche](#)

Lesedi : terme qui signifie "connaissance" en Sesotho.

définitive. La langue ne peut jamais tout dire. Pourquoi ? Parce qu'elle fait partie de ce « tout ». Il n'y a pas à craindre l'intraductibilité entre les langues ou les cultures, parce que la traduction, bien qu'intraitable, est inévitable. Salman Rushdie disait que, dans la traduction on perd toujours quelque chose, mais on y gagne aussi... autre chose. La langue n'est pas plus intraductible que la vie. Il importe de toujours comprendre et traiter la traduction dans un sens large, comme « traduction, entre les cultures » (voir la revue *Transeuropéennes* n°22, 2002) avec la ponctuation : « entre », comme contextuelle et non seulement textuelle, et comme advenant dans les deux sens.

- L'Inde occupe une place primordiale, semble-t-il, dans votre carrière. Quels sont, selon vous, les apports majeurs des universitaires et intellectuels indiens aux sciences humaines et sociales contemporaines ?

R.I. : Ces apports sont inestimables. Pour un monde euro-centré, ils sont très novateurs et salutaires. Il en va surtout de la méthodologie d'approche des sciences humaines et sociales en ce sens qu'ils corrigent un regard péremptoire et dominateur. Les chercheurs indiens bénéficient, comparés à la moyenne des Européens ou Etatsuniens, de perspectives multiples et croisées du fait qu'ils participent à plusieurs langues et cultures. Ils cassent la hiérarchie sujet-objet établie dans les sciences humaines et sociales classiques (occidentales) par leur posture même. Ils ont révolutionné le champ de l'histoire et des autres disciplines. On leur doit beaucoup.

- Dans votre ouvrage *From Gender to Nation*, vous appliquez une analyse en termes de genre à l'histoire de la construction de la nation en ex-URSS, en ex-Yougoslavie et dans l'Inde post-partition. En quoi consiste la spécificité de votre approche ?

R.I. : Non, il ne s'agit pas d'une approche géographico-nationale ou régionale. *From Gender to Nation* est un ouvrage collectif co-dirigé par la professeure Julie Mostov (Drexel University, Philadelphia) et moi-même. Nous avons rédigé l'introduction ensemble. Les pays que vous mentionnez sont ceux que je connais relativement, et j'y prends des exemples pour étayer mes hypothèses qui sont plutôt philosophiques, et que j'ai développées dans mes livres successifs. Personnellement je n'ai pas travaillé sur l'URSS ; en revanche, sur le Guatemala, oui. Je cherche à démontrer comment la nation et la hiérarchie des genres se construisent et se renforcent mutuellement, et comment la nation ne peut pas se faire sans arrêter un ordre et une inégalité des sexes et des genres. Ce n'est pas par hasard que son nom signifie « naissance »... Toute institution sociale, pas seulement celle-là, est fortement sexuée. La sexuation – l'introduction préalable d'une hiérarchie des sexes – traverse toutes les institutions humaines à commencer par le langage.

- Envisagez-vous de poursuivre ce type de travaux sur l'histoire de la construction d'autres Nations ?

R.I. : Mon travail n'a jamais concerné des nations spécifiques (sauf pour des exemples à donner), et philosophiquement parlant il n'est pas lié à une nation ou une communauté précise. On peut chercher des exemples dans différentes nations. Mais ce qui intéresse la philosophie, ce sont les points communs qui sont plus nombreux que

les points de divergence, en la matière entre les deux « identités » construites, celle de la nation et celle du sexe et/ou du genre.

- Le concept de « partition » est au cœur de vos recherches actuelles : quelles différences conceptuelles établissez-vous entre « partition », « séparation » et « apartheid » ?

R.I. : Mon travail actuel porte sur un projet en philosophie qui porte le nom du concept de partage de la raison. En philosophie, c'est la manière dont fonctionnent la pensée et la raison qui m'intéresse. Précédemment, en politique et dans l'histoire récente, avec des collègues et amis indiens et autres (Ranabir Samaddar de Calcutta, Sanjay Chaturvedi de Chandigarh, Stefano Bianchini de Bologne), nous nous étions penchés sur le cas des partitions de pays ou Etats, principalement l'Inde britannique et l'ancienne Yougoslavie. La partition est l'une des origines possibles des nations et des Etats, et vice-versa. Les fragmentations territoriales et politiques (partitions), identitaires (apparitions de nouvelles nations, ethnies etc.), administratives-politiques ou - par procuration - « coutumières » (apartheid ; le système des castes ; les divisions raciales), la racialisation, l'ethnicisation etc. relèvent toutes de dynamiques sociales. Celles-ci peuvent être très diverses entre elles. La seule chose certaine que l'on puisse dire, pour ne pas trop généraliser, c'est que toute fragmentation sociale, quelle qu'elle soit, relève de ou est utile à des politiques de domination. (Ce qui ne veut pas dire que les défavorisés ne puissent pas les faire jouer dans leur intérêt sous certaines conditions.) Il y a donc des points communs entre ces dénominations, mais comme il s'agit du social et donc foncièrement de l'instable, il est bon de se rappeler qu'il y a toujours des politiques historiquement spécifiques pour chacun de ces partages, et qu'il faut les étudier au cas par cas.

- Douze ans après la fin du régime d'apartheid en Afrique du Sud, quel regard portez-vous sur ce pays - qu'on qualifie, à tort ou à raison, de « nation arc-en-ciel » ? Comment voyez-vous le processus de transition démocratique qui s'est opéré depuis ?

R.I. : C'est la première fois que je mettrai les pieds en Afrique du Sud et j'en suis très émue. Je souhaite que l'Afrique du Sud sache maintenir vive sa politique de « nation arc-en-ciel », syntagme dans lequel je préfère personnellement le second au premier. (Tout en sachant que le premier, la nation, est une réalité fragile et mouvante qui ne doit pas être trop frustrée, humiliée ou contrariée au plan symbolique afin de ne pas produire de revanchisme.) C'est dans ce sens que l'Afrique du Sud de Nelson Mandela nous est un exemple lumineux, alors que d'autres régions du monde « avancent » résolument vers l'apartheid, toute proportion gardée. Je parle des Balkans, mais aussi de l'Europe et des Etats-Unis, et on pourrait en trouver d'autres. Je crois que partout il faut faire un effort particulier en vue d'une justice et d'une égalité des genres, à la base des autres rapports sociaux.

- La Truth and Reconciliation Commission devait être l'acte fondateur d'une « nouvelle » ère post-apartheid. Quel bilan en tirer d'un point de vue féministe ?

R.I. : Je n'en sais pas suffisamment, au sujet de l'Afrique du Sud, pour pouvoir en tirer un bilan concluant. J'ai cependant étudié les

résultats des commissions analogues au Guatemala, pour le rétablissement de la vérité historique (et pour l' « éclaircissement historique »). Dans d'autres pays, tels que ceux issus de l'ancienne Yougoslavie, et pour des raisons locales et historiques, il n'a pas été possible d'établir des commissions de la vérité fiables qui pourraient dépasser les points de vue étroits des uns et des autres, et donc, dans les Balkans, il ne faut pas trop attendre de telles entreprises. Au Guatemala, le travail de ces commissions a été réparateur psychologiquement pour un grand nombre de personnes, en particulier pour les femmes ayant pu prendre part aux entretiens. Il y a un côté exemplaire qui rend une justice générale et une certaine satisfaction, sans toujours pouvoir donner réponse à tous les cas particuliers. La Truth and Reconciliation Commission est une manière de traduction (dans le sens où j'entends le concept de « traduction ») de la perte, de la douleur et de l'injustice historique et politique accumulées aussi bien individuellement que collectivement. Elle nous permet de « convertir » la violence (c'est un terme d'Etienne Balibar) en une force, pour recommencer ou pour continuer la vie à partir de la perte. Il s'agit d'accepter et de digérer la perte. Dans ce sens et en principe, à mes yeux le bilan est positif. Pour les femmes il l'est aussi, parce que c'est l'occasion d'une subjectivation.

- En Afrique du Sud, pensez-vous qu'il faille mettre en place un véritable système de « Women Empowerment », à côté du « Black Economic Empowerment » et de l' « Affirmative Action » déjà existants ?

R.I. : Sans vouloir être péremptoire et sans suffisamment connaître la situation, sans connaître les conditions dans lesquelles le « Women Empowerment » a pu être évoqué, dans quel contexte et par qui, je prendrais le risque de répondre « oui », mais il s'agit d'un « oui » qualifié. Surtout, c'est bien aux femmes sud-africaines d'en décider. De plus, il n'y a « rien » à mettre en place parce que ces choses-là se mettent en place toutes seules. Voici pourquoi j'ai tendance à croire que les femmes feraient bien de prendre leur propre subjectivation autonome en mains : parce que l'expérience historique montre, et ceci dans tous les pays, que même les meilleurs projets progressistes, démocratiques ainsi que les projets révolutionnaires les oublient, les laissent de côté ou les relèguent à « plus tard ». Personne ne fera jamais cadeau aux femmes de leur liberté ou de leur citoyenneté, elles n'ont pas à la demander, pas à attendre une décision quant à l'opportunité de le faire – il se trouvera TOUJOURS quelqu'un pour leur dire que ce n'est pas le moment. Comme les autres subalternes, mais plus encore, les femmes sont dans une situation de double bind : toute mesure en leur faveur, même revendiquée par elles, se retournera tôt ou tard contre elles (mais après avoir donné quelques résultats). Les femmes doivent donc être dans leur subjectivation politique et dans la revendication de leur citoyenneté (qu'on essayera toujours de limiter) dans un cheminement ouvert, convertible, en traduction, constamment en transformation quant à la politique à reformuler.

- A l'heure où Israël érige un mur pour se prémunir d'actes terroristes en provenance des territoires palestiniens, pensez-vous que les organismes internationaux et les grandes puissances soient parvenus à tirer une leçon des Balkans ou de l'expérience sud-africaine ?

R.I. : Je ne sais pas si on peut généraliser. Les organismes internationaux, ils sont très différents entre eux. Je ne pense pas que l'Europe ait tiré la leçon de la guerre des Balkans. C'est une leçon qui aurait concerné la manière dont l'Europe se constitue. Au sujet de l'expérience sud-africaine je pense qu'il y a à la fois une leçon acquise – la reconnaissance du peuple sud-africain et de la souveraineté d'un Etat en principe revenu à son peuple. Mais par ailleurs, comme l'Europe et la communauté internationale dominante n'ont pas tiré de leçon ni de 1989 (fin de la Guerre froide et chute du mur de Berlin) ni de la fin du colonialisme, je ne pense pas, hélas, que, par exemple, un phénomène tel que le racisme (qui se passe à divers niveaux et entre différents protagonistes individuels ou collectifs) soit historiquement dépassé et derrière nous.

- Pouvez-vous nous dire brièvement quel sera l'objet de votre intervention au XVIème Congrès International de Sociologie de Durban ?

R.I. : Je parlerai entre autre du mauvais exemple de mon pays d'origine qui pratiquait l'épuration, le racisme déchaîné, les déportations, les exterminations, et introduisait des bantoustans, ainsi que des situations d'apartheid par régions alors même que l'Afrique du Sud organisait ses premières élections libres.

Interview réalisée par Nuno AFONSO & Aurelia WA KABWE-SEGATTI

Note de la rédaction : cette interview a été réalisée avant la crise actuelle au Moyen Orient.